

DOSSIER N° PC 014 514 21 R0075

Date de dépôt : 30/12/2021  
Demandeur : SASU GROUPE JEAN, représentée par  
Monsieur Claude JEAN  
Pour : Construction de deux immeubles d'habitations  
(108 logements)  
Adresse du terrain : Lotissement « Le Mont Fiquet »  
(lot n°80)  
14130 PONT-L'ÉVÊQUE  
Et cadastré : section AO n°318

DESTINATAIRE  
SASU GROUPE JEAN, représentée par Monsieur  
Claude JEAN  
5, Rue de Tilsitt  
75008 PARIS

Autorité compétente : Maire au nom de la commune  
Affaire suivie par Stéphane BONNAFFÉ  
Réf : ADS/n° 239

Monsieur,

Par courrier recommandé avec accusé réception en date du 11 avril 2025 reçu en Mairie le 14 avril suivant, vous avez sollicité la prorogation du permis de construire PC 014 514 21 R0075 pour un projet de construction de deux immeubles d'habitations (108 logements) sur un terrain situé dans le lotissement « Le Mont Fiquet » (lot n°80), à PONT-L'ÉVÊQUE (14130).

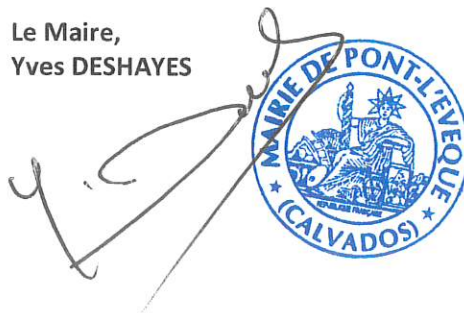
Par la présente, je vous informe que le décret n°2025-461 du 26 mai 2025 dispose dans son article 1 que, « *par dérogation aux dispositions figurant au premier [...] alinéa de l'article R.424-17 [...] du Code de l'urbanisme, le délai de validité des permis de construire, [...] intervenus entre le 28 mai 2022 et le 28 mai 2024 est porté à cinq ans* ».

Le permis de construire dont vous sollicitez la prorogation ayant été délivré le 26 juillet 2022, il bénéficie des dispositions susvisées du décret. **Il demeure donc valable jusqu'au 26 juillet 2027.** En revanche, **il ne sera pas possible d'en demander une prorogation au-delà de cette date.**

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à PONT-L'ÉVÊQUE,  
Le 02/06/2025

Le Maire,  
Yves DESHAYES



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

Le (ou les) demandeur(s) peut/peuvent contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il(s) peut/peuvent saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il(s) peut/peuvent également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

